

LE POINT

**Rien pour les travailleurs de soutien de l'Ontario dans l'annonce sur
le financement de l'éducation**

scfp.ca

Le 14 juin 2006

Les subventions générales (SG) à l'éducation annoncées aujourd'hui sont une autre déception majeure pour les travailleurs de soutien en éducation. L'année dernière, les SG portaient sur la mise en œuvre de l'entente-cadre conclue le printemps dernier avec les enseignants et les conseils scolaires, une entente qui augmentait le temps de préparation et permettait d'engager de nouveaux enseignants. On peut pardonner aux membres du SCFP d'avoir pensé que ce serait leur tour cette année, mais ce n'a pas été le cas : les 600 millions de dollars de plus annoncés dans les dépenses en éducation pour 2006-2007 ne font presque rien pour répondre aux préoccupations du personnel de soutien.

On aurait pu penser que la dernière grève menée à London aurait réveillé le nouveau ministre. Pour beaucoup de gens, il est clair que la grève a montré qu'on ne peut plus demander aux AE de supporter le fardeau des lacunes du système. Les heures de travail des AE ont été réduites partout dans la province au cours des dernières années et leur charge de travail n'a fait que s'alourdir depuis que les enseignants ont obtenu l'augmentation de leurs heures de préparation.

Le ministre n'a-t-il pas non plus entendu parler des manifestations qui ont été organisées à London par la section locale du conseil catholique au sujet de la sous-traitance du travail de gardiennage? Dernièrement, quelques sections locales du SCFP ont mené des campagnes publiques sur la sous-traitance du travail de gardiennage dans les écoles : ce n'est un secret pour personne que les membres du SCFP refusent que l'équilibre budgétaire se fasse sur leur dos.

L'année dernière, les SG semblaient au moins contenir quelques miettes pour le personnel de soutien. Le Fonds pour des écoles plus propres et plus sûres promettait l'embauchage de nouveaux concierges et préposés à l'entretien, mais seuls quelques conseils scolaires ont pu en profiter, selon nos constatations. Alors nous ne serions plus dupes cette année s'ils tentaient de nous faire croire qu'une cagnotte a été réservée pour les salaires du SCFP, mais il semble qu'ils ne se donnent même plus la peine d'essayer de nous duper.

Aujourd'hui, le gouvernement a annoncé qu'il financerait entièrement le coût des salaires des enseignants — c.-à-d. qu'il éliminerait l'écart entre le point repère

utilisé par le ministre pour calculer les salaires et ce que paient réellement les conseils, environ 8 %. Cet écart est un irritant de longue date de la formule de financement. Même M. Rozanski avait recommandé d'y remédier dans son rapport de 2002, mais personne n'en a tenu compte. Toutefois, dans la demi-page publiée aujourd'hui par le gouvernement pour se féliciter de sa décision de financer entièrement les salaires des enseignants, il n'y avait aucune mention de l'écart avec le point repère des salaires du personnel de soutien, que M. Rozanski avait également mentionné. Nous ne pouvons qu'en conclure que le gouvernement n'a aucune intention de remédier à ce problème.

L'argent qui servira à combler l'écart de repère des salaires des enseignants est pris à même la subvention pour les programmes d'aide à l'apprentissage, et la subvention pour les priorités locale, qui disparaît carrément. Ainsi, il reste encore moins de postes budgétaires à piller pour trouver de l'argent — ce qui n'augure rien de bon pour les travailleurs « extérieures à la salle de classe » du SCFP.

Alors en quoi consistent les 600 millions de dollars de nouvelles dépenses ?

Pour commencer, le ministère échoue une fois de plus en calcul pour ce qui est du document sur les SG, car le total s'élève à plus de 800 millions de dollars. Les montants donnés pour les nouveaux enseignants (185 millions de dollars) ne sont pas inclus en tant que nouveau financement, ce qui laisse

penser que l'argent pour les financer vient d'autres budgets, c'est-à-dire des budgets des activités « extérieures à la salle de classe ». Nous devons attendre la séance d'information technique de la semaine prochaine avec les représentants de la direction des finances pour savoir comment ils ont fait leurs calculs.

- 338 millions de dollars iront aux augmentations de salaires pour 2006-2007. (Une hausse de 2,5 % par rapport à l'année dernière — ainsi, si votre convention collective prévoit plus que cela, vous entendrez sans doute votre conseil se lamenter que le ministère ne couvre pas ce montant!)
- Il y a une nouvelle subvention de base pour les écoles, qui prend de l'argent des subventions existantes et ajoute un montant de 35 millions de dollars pour assurer le financement des salaires d'une directrice ou d'un directeur et d'une ou d'un secrétaire, ainsi que des fournitures pour chaque école.
- Les conseils francophones obtiennent 10 millions de dollars de plus.
- Il y a un montant unique hors de la formule de financement pour la hausse du coût du chauffage, de l'électricité et de l'essence.
- Les programmes de langue et d'ALS obtiennent 22 millions de dollars de

plus, mais il y a peu de détails sur ce que l'on fera de cet argent.

- Dans la foulée de l'annonce de la semaine dernière sur les réformes de l'éducation de l'enfance en difficulté, un montant additionnel de 33 millions de dollars est injecté dans l'enveloppe de l'éducation de l'enfance en difficulté. Ce montant ne couvrira même pas les hausses de coût, ce qui ne laissera rien pour l'augmentation des heures des AE, ni pour l'amélioration des programmes de formation ou d'autres projets.

Les chiffres sur les dépenses en immobilisations ne contenaient rien de plus que ce qui avait déjà été annoncé.

Et c'est à peu près tout : quelques millions de dollars de plus ici et là, la plupart pour remplir des promesses (et des annonces) antérieures. On parle plus de transparence et de reddition de comptes que d'habitude, ce qui est très louable, mais c'est le genre de choses dont on parle lorsqu'il n'y a rien de nouveau à dire, en fait. Et cela résume cette annonce de subvention en éducation : elle était plutôt prévisible et les préoccupations et les besoins des travailleurs qui soutiennent le système d'éducation continuent d'être ignorés. Une fois de plus, nous avons été oubliés!